



on est fait pour
être ensemble



Révision de la décision n° 2018-0170 en date du 22 février 2018 relative à la collecte d'informations Consultation publique

Réponse à la consultation publique du 12 janvier 2023

Version confidentielle



1. Les réseaux de communications électroniques ouverts au public fixe

Question 1

Avez-vous des observations éventuelles concernant l'application de cette nouvelle obligation ?

La couverture prévisionnelle des réseaux de communications électroniques ouverts au public fixe.

Bouygues Telecom salue l'initiative de l'Autorité. En tant qu'opérateur commercial, il est indispensable pour Bouygues Telecom d'avoir **un suivi prévisionnel et fiable** des déploiements de la fibre par les opérateurs d'infrastructure.

A ce titre, **les délais de livraison par les opérateurs d'infrastructures des différentes composantes de l'accès fibre optique et des ressources associées sont un élément essentiel pour assurer une concurrence effective entre les opérateurs commerciaux sur les marchés avals de détail, en particulier lorsque l'opérateur est verticalement intégré.** En cas de livraison tardive ou différée des différentes composantes de l'accès, des opérateurs pourraient voir leur arrivée sur le réseau repoussée, voire être absents de ces marchés, alors même que la commercialisation a déjà été engagée par certains de leurs concurrents et notamment les opérateurs verticalement intégrés.

Ce faisant, afin de limiter le risque de discrimination entre les opérateurs, le suivi de la couverture prévisionnelle des déploiements par les opérateurs d'infrastructures est **un gage de garantie supplémentaire.** D'une part, cette visibilité permet à l'opérateur commercial **d'anticiper les commandes de prestations nécessaires** en temps utiles dans des conditions non-discriminatoires et lui permet **d'assurer sa présence commerciale sans retard, dès la livraison des plaques,** sur toutes les zones d'initiatives publique et privée. Enfin, la prévisibilité des déploiements de la fibre dont les opérateurs ont besoin **permet d'établir leur plan d'affaires.**

Au regard du rythme soutenu des déploiements et dans un contexte de fermeture du cuivre, il apparaît d'autant plus indispensable que les opérateurs commerciaux disposent d'informations prévisionnelles afin d'assurer la commercialisation des réseaux fixes. La couverture prévisionnelle des réseaux fixes à haut et très haut débit contribue également à identifier les zones de carence, et, ainsi, rendre effective la commercialisation de la fibre sur l'ensemble du territoire.

Question 2

Avez-vous des observations concernant cette évolution ?

Depuis 2018, les opérateurs sont tenus de fournir à l'Autorité des éléments chiffrés relatifs à l'exploitation de leurs réseaux et à la fourniture des services, tant dans les domaines financiers et commerciaux que techniques¹.

Dans le cadre de sa consultation publique, l'Autorité entend modifier sa décision de 2018 afin de préciser le contenu et les modalités de transmission de certaines informations déjà exigées par la décision antérieure de l'Autorité.

¹ Article D. 98-11 du CPCE.



i) Evolution des informations demandées aux opérateurs commerciaux (au I de l'annexe 1)

L'Autorité entend demander des précisions supplémentaires sur le cofinancement et la location de lignes par PM.

Il convient de rappeler au préalable que ces informations n'ont pas de sens à l'échelle d'un PM. Le cofinancement s'opère à une maille plus large pouvant regrouper plusieurs dizaines, voire plusieurs centaines de communes. Les lignes sont activées à concurrence de la part de cofinancement souscrite sur la zone. Au-delà de cette quote-part de cofinancement il est fait appel à la location. La quote-part de cofinancement et de location ne se pilote pas à la maille du PM, ce qui n'aurait pas de sens, mais à une maille plus large. **Ce faisant, il est aisé de comprendre que le statut d'une ligne (cofinancement ou location) ne pourrait être que théorique et arbitraire, ce qui ne présenterait aucun intérêt opérationnel. Ce sont des données fluctuantes qui ne présentent pas d'intérêt.** Dès lors, Bouygues Telecom ne pilote pas ces données et serait dans l'incapacité de les fournir à l'Autorité à l'échelle d'un PM.

Bouygues Telecom invite l'Autorité à récolter ces données auprès des opérateurs d'infrastructures qui disposent d'une vision agrégée et consolidée du niveau de cofinancement et de location à l'échelle de la zone de cofinancement, seule maille réellement pertinente.

ii) Evolution des informations relatives au marché de détail entreprise (Annexes, 2, 9 et 12)

Bouygues Telecom n'est pas en mesure de répondre favorablement aux demandes de l'évolution des informations souhaitées par l'Autorité au 3.1.1², 3.3.2³ et 3.3.3⁴.

Afin d'apporter une vision consolidée des informations relatives au marché de détail entreprise, Bouygues Telecom devrait croiser les informations relatives au déploiement, au parc client, ainsi qu'aux contrats fournisseurs. Ainsi, ce croisement nécessiterait d'avoir recours à un outil centralisé permettant d'extraire ces données au niveau de détail envisagé par l'Autorité. Ce faisant, la mise en œuvre de ces obligations nécessiterait des développements de nos systèmes d'informations, lourds, structurants et d'une très grande complexité, que nous ne serions pas en mesure d'initier avant plusieurs années.

Outre la faisabilité de transmettre ces informations à l'Autorité, il apparaît que ces informations n'apparaissent pas comme capitales au regard de l'objectif poursuivi par l'Autorité à savoir de donner une visibilité accrue aux consommateurs, aux entreprises et aux collectivités sur les réseaux actuels ainsi que sur l'arrivée des nouveaux réseaux.

² Ajout d'une distinction entre les durées de garantie de temps de rétablissement pour les données collectées au niveau national.

³ Collecte d'informations supplémentaires sur la boucle locale optique dédiée.

⁴ Collecte d'informations spécifiques aux noeuds de raccordement optique où un accès de haute qualité fourni sur les réseaux FttH est commercialisé sur le marché de détail ou sur le marché de gros activé.



iii) **Suggestions de Bouygues Telecom afin d'apporter une information neutre, fiable et actualisée aux consommateurs concernés par la fermeture du réseau cuivre**

Dans un contexte de fermeture du réseau cuivre, Bouygues Telecom suggère à l'Autorité de demander à Orange de transmettre, dès à présent, des informations sur les fermetures commerciales et techniques à venir, ainsi que, à titre d'exemple, toute information quant à la possibilité de substituer son accès fibre par une offre Multi-Accès ou offre FttE.

Ces données pourraient ensuite être publiées sur « ma connexion internet » afin que les consommateurs puissent obtenir une information neutre, fiable et actualisée sur l'avancement de la fermeture du cuivre à leur adresse. Les opérateurs commerciaux pourraient alors renvoyer les clients les plus sceptiques vers le site de l'Autorité afin de confirmer l'urgence de migrer vers la fibre.

Ce besoin est d'autant plus fort que la transition du cuivre vers la fibre est par nature une source d'incertitude pour les opérateurs commerciaux et leurs clients en raison de l'asymétrie d'information avec l'opérateur historique.

2. Les réseaux de communications électroniques ouverts au public mobile

Question 1

Avez-vous des observations éventuelles concernant l'application de cette nouvelle obligation ?

Question 3

Avez-vous des observations concernant l'échelle de l'intercommunalité ou du canton pour la transmission des déploiements prévisionnels à deux ans ?

i) **La couverture prévisionnelle des réseaux de communications électroniques ouverts au public mobile**

a) Sur la reprise d'obligations existantes :

Dans le cadre de la décision n° 2020- 1254, autorisant Bouygues Telecom à utiliser des fréquences dans la bande 3,4 – 3,8 GHz, l'Autorité y a associé des obligations de transparence, notamment dans le cadre des déploiements prévisionnels du réseau mobile. Dans un courrier en date du 15 décembre 2020, l'Arcep précisait les modalités de ces obligations, auxquelles Bouygues Telecom s'est conformé.

En effet, la décision n°2020-1254, demandait au titulaire de l'autorisation de :

- publier tous les trois mois des informations sur les sites de son réseau mobile devant être mis en service dans les trois mois, avec a minima les coordonnées géographiques et la carte de couverture prévisionnelle de ces sites ;
- fournir à l'Arcep tous les six mois :
 - La listes des sites (et la carte de couverture indicative de ces sites) pour lesquels une demande d'autorisation d'urbanisme a été déposée et qui n'ont pas encore été mis en service,
 - Pour chaque département, le nombre de sites qu'il prévoit de déployer dans les deux ans, et les zones de couverture prévisionnelle correspondantes.



La transmission de ces informations est une obligation attachée à nos autorisations d'utilisation de fréquences. Cependant, le contenu des informations transmises n'est communiqué qu'à titre informatif et ne saurait venir constituer en quoi que ce soit un nouvel engagement opposable à l'opérateur. **Seules les obligations, notamment de déploiement, attachées aux autorisations d'utilisation des fréquences peuvent être opposées aux opérateurs et donner lieu, en cas de non-respect non justifié, à sanction de l'Autorité.**

Dès lors, il conviendrait que l'Autorité rappelle que, dans le cadre de la transmission de ces informations, les opérateurs n'encourent aucun risque d'ouverture d'une procédure de sanction sur le fondement de l'article L.36-11 du CPCE si les prévisions communiquées ne se sont pas effectivement réalisées.

Enfin, les informations recueillies sur les prévisions de couverture des réseaux mobiles pour l'établissement du relevé géographique prévu à l'article L.33-12-1 du CPCE devront (excepté les informations prévisionnelles à trois mois) nécessairement être couvertes par le secret des affaires⁵ et ne devront pas être rendues publiques au risque qu'une communication négative, sous quelque forme que ce soit, ne soit réalisée à l'encontre des opérateurs au motif que les prévisions ne seraient pas réalisées.

b) Sur les nouvelles obligations introduites par l'Autorité :

Le présent projet de décision mis en consultation publique prévoit, pour les besoins de la réalisation du relevé géographique prévu à l'article L. 33-12-1 du CPCE, et au regard des obligations de transmission d'informations prévisionnelles qui peuvent être déjà imposées au titre des obligations figurant dans les autorisations d'utilisation de fréquences, de généraliser l'obligation de transmission de telles données par les opérateurs de communications électroniques fournissant au public des services mobiles, indépendamment du cadre prévu par les autorisations d'utilisation de fréquences⁶, et en y apportant les évolutions suivantes afin d'avoir une vision fine sur la connectivité disponible et à venir sur les différentes zones du territoire :

- recueillir des informations prévisionnelles sur les sites devant être mis en service dans un horizon temporel de **neuf mois**, en y incluant également les prévisions d'équipement avec une nouvelle technologie, **notamment en 5G**, de sites déjà existants ;
- décliner selon un maillage plus fin les déploiements prévisionnels à deux ans, à savoir [l'intercommunalité/le canton].

⁵ Voir en ce sens les articles 20 et 22 de la directive (UE) 2018/1972 du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques.

⁶ Bouygues Telecom tient à rappeler que les opérateurs se portent candidats à l'attribution de fréquences, sur le fondement notamment des articles L. 42-1 et L.42-2 du CPCE, après avoir pris connaissance des documents d'appel à candidature lesquels précisent les obligations minimales pesant à la charge des lauréats ainsi que les engagements devant être souscrits dans le cadre de la procédure d'attribution. Le projet de décision soumis à consultation publique prévoit des obligations nouvelles en matière de communication d'information prévisionnelle de couverture en dehors de ce cadre venant ainsi modifier le champ des obligations s'imposant aux opérateurs au titre de leurs AUF. Bouygues Telecom s'interroge dès lors sur la possibilité pour l'Arcep de pouvoir ainsi renforcer les obligations des opérateurs au travers du projet de décision soumis à consultation publique.



Bouygues Telecom fournit, conformément à ses obligations la liste des sites qui seront mis en service dans les trois mois et les cartes de couverture prévisionnelle associées. Fournir ces mêmes éléments à un horizon de neuf mois, n'est pas raisonnable et ne permettra pas à l'Arcep de disposer d'une information fiable. En effet, les aléas de déploiement d'un site mobile sont nombreux (délivrance des autorisations d'urbanisme, effectivité du raccordement au réseau électrique public, éventuels recours de tiers ou oppositions de riverains, etc...) et peuvent venir retarder ou ralentir la livraison du site. Pour le prévisionnel de livraisons à trois mois, le nombre d'étapes opérationnelles résiduelles à franchir est assez limité, le site est en général déjà construit et seules restent à réaliser les étapes de raccordement électrique, de réglage, de mise en ligne et de mise en service. Ce faible nombre d'étapes réduit la marge d'erreur des éléments prévisionnels transmis. **Pour autant, même à trois mois, l'expérience de ces dernières années a montré que Bouygues Telecom n'a pas été en mesure de fournir à l'Autorité des prévisions fiables. Ce serait encore bien pire à neuf mois.**

Dans le nouveau projet de décision, l'Autorité envisage également de demander aux opérateurs, la liste des sites de leurs réseaux mobiles devant être éteints dans les neuf mois à venir. Lors d'un projet de démontage de site, les opérateurs sont informés via la towerco assurant la gestion passive du site, ou leur bailleur, de la nécessité de trouver un site alternatif afin de ne pas endommager la couverture ou la charge capacitaire d'une zone. **Tout projet de démantèlement fait systématiquement l'objet d'un projet de remplacement, sans risque pour la couverture locale qui en général peut être assurée temporairement par les sites existants alentour. Cette demande ne nous paraît nullement nécessaire.**

Par ailleurs, l'Autorité demande aux opérateurs, de fournir tous les six mois, pour chaque [intercommunalité/canton], le nombre de sites qu'ils prévoient de déployer dans les deux ans ainsi que les zones de couverture prévisionnelle correspondantes. **Concernant cette dernière demande, Bouygues Telecom pourrait être en mesure de la fournir par canton sous la réserve que cette information ne soit demandée qu'une fois par an⁷, en raison de la très lourde charge de travail supplémentaire qu'elle impliquerait.**

⁷ Il convient de préciser que l'article 22 de la directive (UE) 2018/1972 du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques précise que les informations relatives aux prévisions de couverture sont communiquées « *dans la mesure où elles sont disponibles et peuvent être fournies moyennant des efforts raisonnables* », ce que ne manque pas de rappeler l'article L.33-12-1 du CPCE.